



Juliet 2013

Dossier de Recherche

Articulation entre économique et politique dans le processus d'intégration régionale : le Mercosur comme étude de cas¹

Laurent Viau

Université du Québec à Montréal

Résumé :

Très souvent, intégration régionale et régionalisation sont confondues. Au-delà de la régionalisation *de jure*, nous analysons l'intégration *de facto* entre les pays membres du Mercosur. Nous tentons ainsi de répondre à la question suivante : comment comprendre l'articulation entre économique et politique dans le processus d'intégration régionale du Mercosur ? Notre hypothèse étant que la force de l'intégration politique se justifie notamment par la faiblesse de l'intégration économique, la première palliant les déficits de la seconde. Pour être en mesure de répondre à notre question de recherche et valider notre hypothèse, nous procédons en deux temps. Tout d'abord, une analyse politique du processus d'intégration régionale au sein du Mercosur. Ensuite, une analyse économique basée sur le modèle gravitationnel de commerce international. En concluons par une discussion sur l'interaction entre politique et économique, ce qui nous permet d'en arriver à des conclusions en phase avec notre hypothèse.

Mots clés : Intégration régionale, régionalisation, Mercosur, modèle gravitationnel de commerce international.

¹ Article tiré d'un mémoire de maîtrise déposé en mars 2013 au département de science politique à l'UQAM, sous la direction de Christian Deblock.

Introduction

Peut-il y avoir intégration régionale en l'absence de régionalisation économique ?

Après plus de vingt ans d'intégration, le projet de Mercosur² a atteint une certaine maturité et il semble donc possible de prendre le recul nécessaire pour en établir le diagnostic. Cela dit, régionalisme, régionalisation et intégration régionale sont souvent confondus, mais ne semblent pas nécessairement aller de pair (Figuière et Guilhot, 2006). Surtout en ce qui a trait à la dynamique entre intégration politique et intégration économique. Selon nous, la force de l'intégration politique se justifie notamment par la faiblesse de l'intégration économique, la première palliant les déficits de la seconde. Nous nous proposons de tester cette hypothèse en deux temps. Tout d'abord, à partir de la littérature scientifique et de sources institutionnelles, nous tenterons de déterminer l'importance du phénomène de régionalisation politique et comment celui-ci a évolué en fonction de la conjoncture économique. Ensuite, à l'aide d'une analyse économique basée sur l'utilisation d'un modèle gravitationnel de commerce international permettant d'isoler « l'effet Mercosur » dans l'analyse des flux de commerce entre les pays de la région.

Avec l'avènement de ce que l'on a qualifié de « nouveau régionalisme » (Mansfield et Milner 1999) il a été abondamment question des bien-fondés de l'intégration régionale et de son impact sur le système commercial multilatéral. Deblock et Rioux, par exemple, soulèvent le problème inverse de désintégration régionale associé à certains accords de deuxième génération comme l'ALÉNA qui paraissent être arrivés à « bout de souffle » (Deblock et Rioux 2010). Conceptuellement, il y a ainsi une différence entre processus de régionalisation, d'intégration régionale et de régionalisme. Bach (2009, 5) de son côté affirme que : « [l]a distinction entre régionalisme et régionalisation est donc essentielle pour rendre compte de situations marquées par une dissociation des rapports entre le territoire des États et OIG (organisations intergouvernementales) et les espaces de la régionalisation ». Pour sa part, Tenier souligne que « [l]e discours sur la mondialisation ignore le plus souvent les processus à la fois complémentaires et contradictoires de la « régionalisation » (Tenier 2010, 3).

Le régionalisme est fondé sur la base d'accords commerciaux entre pays voisins qui permettent de libéraliser les échanges, facilitant la circulation des flux de commerce d'un côté à l'autre d'une frontière. De façon plus formelle, Figuière et Guilhot (2006) définissent

[...] la régionalisation – réalité économique des processus régionaux – comme une concentration des flux économiques au sein d'une région géographique donnée, le régionalisme – réalité institutionnelle – comme une construction politique menée par les États et matérialisée par un accord, en vue d'organiser les relations entre des pays et de favoriser la coopération de ces derniers dans divers domaines, et l'intégration économique régionale comme une combinaison de « régionalisme » et de « régionalisation » [...]. (in Échinard et Guilhot 2007, 790)

² Le terme Mercosur désigne le Marché commun du sud. Mercosur est souvent utilisé sous la forme majuscule « MERCOSUR », mais cette forme traduit généralement la présence d'un acronyme dont chaque lettre reprend un mot spécifique, ce qui n'est pas le cas ici. J'utiliserai donc la forme « Mercosur », très courante dans la littérature. Ensuite, la traduction du terme voudrait que l'on désigne la zone par le terme Mercosud. Cela dit, les termes officiels utilisés par le Secrétariat de l'organisation sont Mercosur et Mercosul pour la version espagnole et portugaise respectivement. Dans la littérature française et anglaise, le terme le plus généralement utilisé est Mercosur. C'est donc lui que j'emploierai tout au long de ce mémoire.

Ils insistent ainsi sur le caractère géographiquement rapproché et sur la réalité à la fois politique et économique du régionalisme. Väyrynen pour sa part définit le processus de régionalisation de la sorte :

La dynamique régionale paraît avoir deux dimensions inter reliées, nommément, le processus de changement intra-régional et la définition des frontières extérieures de la région. Le processus de changement intra-régional est souvent appelé régionalisation et est dépeint de façon conceptuelle comme un processus multidimensionnel (économique, sécuritaire, culturel, environnemental) qui avance à plusieurs niveaux simultanément (Hettne 1999). Le processus de régionalisation donne à la région sa substance telle que l'interdépendance économique, les liens institutionnels, la confiance politique et le sentiment d'appartenance culturelle. (Traduction libre) (Väyrynen 2003, 39)

Il s'agit d'une vision plus englobante et ne se limitant pas strictement aux aspects économiques ou même politiques de l'intégration et qui vise à circonscrire les limites et la dynamique propre à chaque processus. Dans la même voie, Bach souligne que :

La dyade régionalisme/régionalisation s'inscrit dans le droit fil des tentatives de différenciation entre le régionalisme *de facto* et le régionalisme *de jure* (Oman 1996), afin de rendre compte des stratégies déployées par des acteurs non-étatiques. La distinction entre régionalisme et régionalisation s'inspire de cette dichotomie tout en la précisant. (Bach 2009, 4)

Ainsi, Bach relève que régionalisme n'est pas nécessairement synonyme de régionalisation, dans la mesure où d'un côté le régionalisme fait appel aux processus et aux institutions, alors que la régionalisation fait davantage appel aux aspects concrets induits par les transactions entre acteurs non-étatiques, que ce soit par la mobilité intra régionale des personnes, les décisions d'affaires d'entreprises opérant dans différents pays, etc. Plus précisément, « [l]a régionalisation renvoie à des transactions et des synergies là où le régionalisme fait référence à des représentations cognitives et des arrangements formels » (Bach 2009, 5).

À ce titre, le Mercosur est un exemple intéressant à analyser. D'une part, certains définissent cet ensemble comme le plus ambitieux projet d'intégration latino-américain (Carranza 2003, 68; Machinea et Rozenwurcel 2005, 21), mais de l'autre, nombreux sont ceux qui ont dressé un constat d'échec quant aux résultats effectifs du Mercosur sur le plan économique (Durán Lima et Maldonado 2005; Baruj *et al.* 2006; Baumann et Mussi 2006). Par ailleurs, le Mercosur arrive en 1991 avec cette nouvelle vague de régionalisme. S'il peut en partager certaines caractéristiques, notamment l'idée d'un projet de régionalisme ouvert, le Mercosur apparaît toutefois comme un modèle hybride, loin du modèle contractuel nord-américain (Deblock, 2005).

L'intérêt de cette recherche est de dépasser le simple processus d'intégration et sa nature institutionnelle pour se poser la question à savoir si dans ce cas précis, régionalisme rime avec régionalisation. Il s'agit à ce moment d'établir les outils conceptuels de la régionalisation, tant d'un point de vue politique qu'économique et d'en tester l'application. Du point de vue politique, il s'agira de mesurer l'intensité des relations politiques entre les pays de la région et les réalisations politiques qui peuvent être attribuées au Mercosur à l'aune des objectifs qui avaient été fixés au départ. De la même façon, nous proposons d'évaluer l'effet « Mercosur » dans l'analyse des flux de commerce entre les pays membres. Nous concluons par une discussion sur l'interaction entre l'intégration politique et l'intégration économique.

Intégration politique et Mercosur, une approche en trois temps

Il existe une panoplie d'approches permettant d'expliquer le régionalisme, les stratégies des acteurs en présence et l'évolution des processus en cours. Pour des raisons de parcimonie, nous reprendrons les approches soulevées par Deblock (2005) soit : les approches fonctionnalistes, institutionnalistes et structuralistes. Nous les reprendrons en appliquant ce cadre d'analyse au processus d'intégration politique au sein du Mercosur.

Point de vue structurel

D'un point de vue structurel, les principales raisons évoquées ont trait au dilemme de sécurité entre les pays de la région, à leur insertion compétitive dans l'économie mondiale et aux réformes démocratiques. Selon Manzetti, le Mercosur ne doit pas simplement être vu comme un projet économique, mais avant tout comme un projet politique (Manzetti 1993-94, 109). Manzetti évoque à ce propos que l'Argentine et le Brésil ont longtemps été divisés par leur ambition à devenir une puissance régionale, qui a mené les gouvernements militaires des années 1970 à s'engager dans une course à l'armement incluant la volonté d'acquérir des capacités nucléaires (Manzetti 1993-94, 109). Le Mercosur peut alors être vu comme un mécanisme pour gérer le dilemme de sécurité et passer d'une relation conflictuelle entre les deux principales puissances régionales à une relation de collaboration (Manzetti 1993-94 ; Kaltenthaler et Mora 2002; Gomez-Mera 2005). Récemment, cette union stratégique a pu être remise à l'épreuve avec la remontée à la surface du dossier des Malouines, trente ans après la guerre ayant opposé l'Argentine à la Grande-Bretagne. Ainsi, les pays du Mercosur se sont rangés du côté de l'Argentine et ont également appuyé le pays en mettant sur pied un blocus naval empêchant tout navire battant pavillon des Malouines à accoster dans un port des pays de la région.

Sur un autre plan, qui rejoint l'objectif de cohésion régionale, le Mercosur visait l'insertion compétitive de ses pays membres dans l'économie mondiale. Cet énoncé est d'ailleurs inscrit dans le texte fondateur du Mercosur, le traité d'Asunción (Mercosur 1991). Ce principe visait deux objectifs : sur le plan économique, on visait l'intégration des pays de la région dans les réseaux financiers et commerciaux internationaux et sur le plan politique, on cherchait à créer un effet de levier dans plusieurs forums internationaux. D'une part, le Mercosur faisait partie d'une stratégie plus large visant à asseoir la crédibilité économique des États membres (Carranza 2003, 76). Ce fut le cas aussi, par exemple, lorsque l'Argentine mit de l'avant le Plan de convertibilité du ministre des Finances Domingo Cavallo visant la réduction de l'inflation en adoptant la parité entre sa devise et le dollar américain (Treisman 2004). D'autre part, sur un plan politique, le Mercosur apparaît comme un outil permettant de gagner du poids dans l'économie mondiale en tant que bloc commercial, en accroissant la marge de manœuvre dans les négociations multilatérales (Manzetti 1993-94; Ginesta 1999; Duhamel et Turcotte 2001; Phillips 2001).

Dernier élément important à prendre en considération dans la création du Mercosur : la nécessité de cadenciser les réformes démocratiques (Manzetti 1993-94; Phillips 2001; Kaltenthaler et Mora 2002; Carranza 2004 ; Gomez-Mera 2005; Baumann et Mussi 2006). Le retour à la démocratie n'étant apparu dans la région que dans les années 1980 (soit 1983 en Argentine, en 1985 pour le Brésil et l'Uruguay et en 1989 pour le Paraguay) les nouvelles institutions paraissaient alors fragiles. C'est pour cette raison que le Mercosur est apparu au départ comme une façon de sécuriser la démocratie et prévenir la répétition de coups d'États militaires (Manzetti 1993-94; Kaltenthaler et Mora 2002; Carranza 2004; Gomez-Mera 2005; Baumann et Mussi 2006). Cette dimension du Mercosur a été formalisée avec la déclaration de Las Leñas qui stipulait que « la démocratie est une condition indispensable à l'existence et au développement du Mercosur » (Mercosur 1998). Par la suite, le protocole d'Ushuaïa adopté en 1998 réaffirmait la nécessité de respecter l'ordre constitutionnel et démocratique des pays membres. Il prévoyait également l'accompagnement vers la restauration de cet ordre et l'application de sanctions au besoin, dont la suspension d'un pays membre des instances du Mercosur³.

³ Ce n'est qu'en 2012, avec la destitution controversée du président Fernando Lugo du Paraguay qu'Ushuaïa fut mis en application pour la première fois. Le pays a donc été suspendu du Mercosur à partir de juin 2012 jusqu'aux élections démocratiques d'avril 2013.

Asymétries structurelles – Outre les éléments liés à la géographie de la région, certains éléments structurent la dynamique régionale. Le tableau 1 illustre bien les énormes disparités structurant les relations entre les pays membres du Mercosur. On remarquera que le Brésil représente près de 80 % de la population de l'ensemble régional et 78 % de son PIB. Avec l'arrivée du Venezuela comme membre de plein droit en 2012, le poids du Brésil passe à près de 70 % de la population et du PIB de la région. Rien pour modifier substantiellement l'équilibre du Mercosur. Toutefois, lorsqu'on regarde le niveau de richesse relatif, le portrait est différent.

TABLEAU 1. POPULATION, PIB ET PIB/HABITANT DES PAYS DU MERCOSUR (2011)

Pays	Population		PIB		PIB/habitant (USD)
	(Million)	(%)	(Milliard, USD)	(%)	
Argentine	40,7	16,5	276,3	19,3	6 777
Brésil	196,7	79,5	1 122,4	78,3	5 708
Paraguay	6,6	2,7	10,2	0,7	1 546
Uruguay	3,4	1,4	24,8	1,7	7 346
Total	247,4	100	1 433,7	100	5 796
Venezuela	29,4	-	180,1	-	6 117
Total avec Venezuela	276,8	-	1 613,7	-	5 830

Source : CNUCED.

Selon la théorie du leader hégémonique (Kindleberger 1973), pour qu'un régime fonctionne et que la coopération prenne place entre plusieurs pays, il faut qu'un pays fasse preuve de leadership pour amener les autres à suivre les règles du jeu. Dans le cas de l'Europe, les États-Unis ont joué ce rôle dans l'après-guerre pour être ensuite remplacés par le duo franco-allemand. En Amérique du Sud, le Brésil est vu clairement comme l'hégémon régional. Par contre, le Brésil rechigne à jouer ce rôle pour deux raisons. Tout d'abord, la stature imposante d'un Brésil assumant pleinement le leadership de l'intégration sud-américaine peut freiner l'enthousiasme envers le projet d'intégration chez ses voisins qui risquent de se sentir mal à l'aise de troquer l'hégémonie américaine pour l'hégémonie brésilienne (Botelho 2008). Ensuite, comme nous venons de le voir, bien que le poids économique et démographique du Brésil soit immense comparé à ses voisins, le pays est relativement plus pauvre que la moyenne régionale. Cette situation rend difficile le fait de considérer le Brésil comme « *paymaster* ». C'est-à-dire le joueur qui pourrait réduire les asymétries régionales en compensant financièrement les perdants de l'intégration régionale, rôle que l'Allemagne a pu jouer dans l'intégration européenne. De cette façon, nous dit Malamud :

Un tel déficit d'incitatifs favorisant l'intégration est jumelé à un manque équivalent d'incitatifs négatifs, étant donné que la position du Brésil comme « *soft power* » l'inhibe d'adopter une approche coercitive afin d'atteindre ses objectifs. (Traduction libre) (Malamud 2008, 124)

Ce type de scénario a été qualifié de « sans carotte ni bâton » (Burges 2004). Ainsi, comme l'affirme Mace (2004), l'asymétrie freine la probabilité d'institutions centrales fortes. C'est ce qui fait que le Mercosur ait adopté une structure hautement intergouvernementale, au détriment d'institutions supranationales (Manzetti 1993-94; Bouzas 2008; Malamud 2008; Kasmi 2010; Pasquariello Mariano 2011).

Point de vue institutionnel

Cadre juridico-institutionnel – Contrairement à l'ALÉNA et semblable au cas de l'Union Européenne, le Mercosur est un processus en évolution constante (Duhamel et Turcotte 2001; Klom 2003 ; Baruj, Kosacoff et

Porta 2006). À ce jour, on dénombre 148 accords, traités et protocoles ayant été mis de l'avant, dont 70 sont en vigueur (Mercosur 2013). La structure institutionnelle du Mercosur s'est complexifiée au fil du temps, par l'ajout de nombreux organes, comités et sous-comités. L'organigramme présenté en Annexe I ne compte pas moins de 232 comités, groupes et sous-groupes de tout ordre⁴.

Le bloc régional s'est également élargi depuis sa création. Dès 1996, la Bolivie et le Chili sont devenus membres associés, suivis du Pérou en 2003, puis de la Colombie et de l'Équateur en 2004. Lors du prochain sommet du Mercosur, la Guyane et le Suriname devraient aussi être admis comme membres associés. Récemment, le Venezuela a été admis officiellement comme membre de plein droit – à la faveur du coup d'État et de la suspension du Paraguay en 2012, dont le Sénat en bloquait la candidature (Telesur 2012). Un protocole d'adhésion de la Bolivie au Mercosur a également été adopté en décembre 2012, adhésion qui pourrait être complétée d'ici à 2016. Enfin, sur le plan international, des accords de libre-échange et de coopération ont été négociés ou conclus avec plusieurs pays.

Problèmes institutionnels – De nombreux auteurs ont souligné les faiblesses institutionnelles du Mercosur (Phillips 2003; Durán Lima et Maldonado 2005; Machinea et Rozenwurcel 2005; Baruj, Kasacoff et Porta 2006; Baumann et Mussi 2006). Les problèmes institutionnels répertoriés sont de plusieurs ordres : absence d'une hiérarchie claire entre les organes institutionnels du Mercosur, diplomatie présidentielle comme mécanisme de règlement des différends, absence ou faiblesse des mécanismes mis en place pour corriger les asymétries entre pays membres, et problèmes de coordination macroéconomique et de transposition des normes communautaires dans le cadre législatif et réglementaire des États membres.

Tout d'abord, les trois principaux organes du Mercosur, le CMC, le GMC et la CMM sont tous dirigés par les mêmes personnes, ce qui rend flou le rôle précis de chacun et leur hiérarchie dans l'organigramme du Mercosur. Pour Bouzas, « « [...] les organes de gouvernance régionale ont une structure dysfonctionnelle dans laquelle les niveaux de responsabilité sont flous, et les mandats et prérogatives se superposent fréquemment. » (Traduction libre) (Bouzas 2008, 360).

Le second point majeur soulevé par nombre d'auteurs est celui du règlement des différends. C'est ce que révèlent notamment Carranza (2003) et Malamud (2005) lorsqu'ils évoquent le terme « diplomatie présidentielle » pour catégoriser le mode de résolution des différends commerciaux. Le protocole d'Olivos de 2002 a permis de corriger plusieurs lacunes du protocole de Brasilia, en instaurant notamment un tribunal permanent de révision (TPR) permettant d'en appeler des décisions issues des tribunaux d'arbitrage *ad hoc* et détenant un pouvoir contraignant (Mercosur 2002). Depuis la mise en place du nouveau processus de règlement des différends, il ne semble pas y avoir eu de grandes critiques, si ce n'est une certaine difficulté à rendre effectives les décisions du tribunal permanent (Durán Lima et Maldonado 2005, 33). De ce point de vue, les problèmes qui subsistent au niveau du règlement des différends commerciaux ne tiennent plus tant à la structure institutionnelle qu'à la volonté politique, notamment l'application intégrale des décisions et l'application pleine et entière des règles du marché commun et de l'union douanière. Enfin, vu le faible nombre de cas entendus par le TPR – 6 cas depuis la mise sur pied effective du TPR en 2004⁵ – en comparaison du nombre de différends commerciaux, la diplomatie présidentielle semble toujours être la voie privilégiée pour le règlement des différends.

⁴ L'organigramme en question est tiré du site Internet du Secrétariat du Mercosur et est daté de novembre 2012. En ligne : <http://www.mercosur.int/innovaportal/file/492/1/estructura.noviembre.es.pdf> (Consulté le 20 février 2013)

⁵ Pour voir les cas soumis au TPR, voir : http://www.mercosur.int/t_generic.jsp?contentid=375&site=1&channel=secretaria&seccion=6 (Consulté le 13 février 2013).

L'application des normes du Mercosur sur le plan juridique en ce qui a trait au règlement des différends pose problème, mais la transposition des normes communautaires dans les législations nationales est tout aussi problématique. Ainsi, nous dit Bouzas :

Un des principaux problèmes de la structure de gouvernance régionale tient au manque de transposition nationale des normes produites par les instances régionales. Selon le Secrétariat du Mercosur, entre janvier 2000 et mai 2004, seules 40 % des décisions du CMC avaient été transposées (Mercosur 2004). Les ratios pour les résolutions du CMG et les directives de la CCM (nécessitant une transposition) étaient de 26 et 43 pourcent respectivement. Cet important écart d'implantation est aggravé par la quantité substantielle de normes non transposées héritée des années 1990, ce qui jette clairement des doutes sur l'efficacité régulatrice du Mercosur. (Traduction libre) (Bouzas 2008, 361)

C'est donc dire que moins de la moitié des normes communautaires du Mercosur sont en vigueur.

En ce qui a trait aux asymétries, le traité d'Asunción ne prévoyait pas de traitement de faveur aux plus petites économies, mis à part une extension d'un an pour l'élimination des tarifs entre pays membres. Il n'y a donc pas de traitement différencié, ni de mécanismes permettant de corriger les asymétries. Selon Christensen (2007), cette situation a amené le Paraguay et l'Uruguay à percevoir le Mercosur comme étant trop asymétrique et ne permettant pas une distribution équitable des gains. C'est d'ailleurs ce qui a amené l'Uruguay à considérer ouvertement la négociation d'un accord de libre-échange bilatéral avec les États-Unis (Pereira 2006). Toutefois, cette division interne face à la ZLÉA a également convaincu le Brésil à jeter du lest afin de maintenir la cohésion du bloc et accepter des concessions aux plus petits pays de la région (Guimarães 2006). En 2003, le Paraguay formula une série de propositions pour corriger les asymétries (Bouzas 2008), notamment, l'adoption de règles d'origines plus souples pour le Paraguay et surtout, la mise sur pied du Fonds de convergence structurelle du Mercosur (FOCEM) en 2004.

Enfin, la coordination macroéconomique figure parmi les objectifs du traité d'Asunción et est un élément essentiel pour arriver à la mise sur pied d'un marché commun. Concernant le manque de coordination macroéconomique, Carranza considère que les problèmes du Mercosur de la fin des années 1990 résultent en grande partie des divergences de politiques à ce niveau (Carranza 2003, 87). Afin d'éviter les problèmes de contagion lors de chocs macroéconomiques externes et afin de s'assurer un commerce équitable entre les pays du Mercosur, les pays membres entamèrent alors des discussions sur des mécanismes de coordination à mettre en place. Ce processus permit de déboucher sur les accords de Florianópolis en décembre 2000 (Mercosur 2000). Si les débuts de cette politique peuvent être considérés comme un échec étant donné la nouvelle dévaluation du *real* et la crise argentine qui suivirent les accords de Florianópolis, il y a des raisons d'être plus optimiste dorénavant. Étant donné notamment que les quatre pays ont maintenant adopté une politique de taux de change flottant – les derniers étant l'Argentine et l'Uruguay en 2002.

Point de vue fonctionnaliste

Deux éléments nous intéressent particulièrement en ce qui a trait à l'analyse fonctionnaliste du Mercosur : l'évolution de la définition du projet d'intégration régionale (à quels objectifs fonctionnels le Mercosur répond-il?) et la création d'un effet tache d'huile (y a-t-il eu élargissement des fonctions du Mercosur?).

Évolution du projet d'intégration – L'intégration régionale, d'un point de vue fonctionnaliste, est la réponse à un problème qu'il faut résoudre, les institutions régionales agissant comme les outils pour y arriver. Comme nous l'avons vu, le Mercosur vise au départ à résoudre plusieurs problèmes par le biais de l'intégration régionale : dilemme de sécurité, cadencier les réformes économiques et démocratiques et accroître la puissance relative de la région dans différents forums. Ces objectifs initiaux sont toujours présents aujourd'hui, mais le projet politique que porte le Mercosur a pour sa part changé en cours de route, en faisant appel à de nouveaux outils et une nouvelle articulation des objectifs originaux.

Le traité d'Asunción constituait un changement de cap par rapport à la période développementaliste caractérisée par des politiques d'industrialisation par la substitution des importations (ISI) et s'inscrivait dans ce qui a été qualifié de « nouveau régionalisme » (Mansfield et Milner 1999). En somme, il s'agissait d'un projet néolibéral qui voyait le développement économique lié à l'ouverture des marchés. Toutefois, un virage commence à s'opérer à partir de 2000 et le sommet qui devait marquer la « relance » du Mercosur (Philips 2001), virage qui s'accroît avec l'entrée en poste de Kirchner en Argentine et de Lula da Silva au Brésil en 2003. C'est d'ailleurs lors d'un sommet bilatéral en 2003 que les deux pays adoptent ce qui a été désigné comme le « Consensus de Buenos Aires », en opposition au consensus de Washington. Plusieurs auteurs ont qualifié ce virage de régionalisme post-libéral. Selon Christensen,

Le Consensus de Buenos Aires peut donc être vu comme un agenda progressif qui demande un ordre mondial plus équilibré réduisant les asymétries à un niveau global. Il peut donc être perçu comme une intervention politique dans l'agenda diplomatique entre le Mercosur et les principaux pays industrialisés. La vision commune entre l'Argentine et le Brésil peut donc être représentée comme une tentative pour créer un ordre mondial plus légitime de leur point de vue. (Traduction libre) (Christensen 2007, 21)

En termes plus concrets, ce que représente ce virage pour le Mercosur, c'est de ramener les aspects politiques et sociaux à l'avant-plan de l'intégration en opposition aux dimensions commerciales (Malamud 2005). D'un point de vue fonctionnel, cette nouvelle dynamique implique l'élargissement des disciplines couvertes par le Mercosur et l'approfondissement de la régionalisation sur le plan politique. Enfin, selon Bizzozero (2011, 7), avec cette redéfinition des priorités, surviennent de nouvelles orientations symboliques renforçant l'idée que le Mercosur ne constitue pas simplement un bloc commercial, mais également un espace catalyseur de valeurs, traditions et d'un futur partagé.

Mercosur et effet tache d'huile – Plutôt que la demande provenant de différents secteurs de la société, ce serait essentiellement la diplomatie présidentielle qui serait le moteur de l'intégration dans le Mercosur. Toutefois, selon Tussie, « La dynamique interprésidentielle a permis au Mercosur de survivre, mais n'a pas mené à un important effet tache d'huile. » (Traduction libre) (Tussie 2009, 176). Certains auteurs sont effectivement d'avis qu'il n'y a pas eu d'effet tache d'huile étant donné la faiblesse des institutions du Mercosur et la prévalence de la diplomatie présidentielle (Malamud 2005; Malamud 2008; Tussie 2009). Ainsi, pour Malamud :

Dans ce contexte, la demande et l'offre pour davantage d'intégration ont seulement émergé de la part des chefs des exécutifs nationaux, et même dans ce cas, de façon sporadique. La conséquence est que l'effet tache d'huile dans les secteurs cruciaux n'a pas eu lieu, comme il n'y a pas de délégation ou de regroupement du processus décisionnel qui pourrait élargir l'éventail ou accroître le niveau d'engagements mutuels. En l'absence d'effet tache d'huile, la volonté politique conjointe des présidents nationaux a permis au Mercosur de continuer dans ses premières années, mais a décliné par la suite. (Traduction libre) (Malamud 2008, 130)

De ce point de vue, l'élargissement des fonctions du Mercosur ne constitue pas en soit une preuve de *spill-over* au sens fonctionnaliste, dans la mesure où il y a absence d'institutions supranationales et un problème de transposition effective des normes communautaires.

Ce point de vue sur les *spill-over* dans le Mercosur ne fait cependant pas consensus. En effet, plusieurs auteurs croient plutôt que le Mercosur a donné lieu à un effet tache d'huile important. Ainsi Alvarez note :

De cette façon, la structure juridico-institutionnelle a continué à se diversifier, produisant un effet tache d'huile institutionnel particulièrement puissant dans les organes ayant une capacité de décision et intervenant dans des domaines sensibles (Bizzozero 1993). (Traduction libre)(Alvarez 2011, 19)

Pour leur part, Peña et Rozemberg (2005) soulignent que dans le cas du Mercosur, l'inclusion des ministres de l'Économie a permis de s'assurer que le processus d'intégration ne soit pas monopolisé par les ministères des Affaires étrangères et qu'en conséquence, qu'il n'en soit réduit qu'à un exercice diplomatique, comme ce fut le cas dans d'autres processus d'intégration latino-américains. Dans le même ordre d'idée, ils soulignent que :

Cette multiplication d'organes auxiliaires, de caractère mixte « technico-négociateur » et dont les tâches impliquent des fonctionnaires de presque tous les domaines des gouvernements, a permis de diffuser profondément dans l'administration publique la problématique de l'intégration. (Traduction libre)(Peña et Rozemberg 2005, 8)

Ainsi, plusieurs ont souligné le développement de nouveaux secteurs de l'intégration, particulièrement à partir du sommet de 2000 et du Consensus de Buenos Aires de 2003. À titre d'exemple, Celli *et al.* (2010) expliquent comment ce virage a entraîné la mise en place de plusieurs mesures ayant favorisé l'intégration sur le plan politique, que ce soit sur le plan de l'emploi, de la démocratie, des politiques sociales et de l'éducation. On le voit dans l'organigramme présenté en annexe, le Mercosur inclut maintenant des organes tels que le Forum consultatif et de concertation politique (FCCP), l'Institut Mercosur Social (IMS), le Mercosur Culturel, le Mercosur éducatif, etc. À propos de l'IMS, Celli *et al.* (2010, 50) notent que l'évolution du Mercosur sur le plan social se reflète par la création de cet organisme. Ce type d'initiative peut, avec le temps, arriver à développer des politiques régionales à mettre en place et donc, créer la demande que certains ont qualifiée d'absente dans le cas du Mercosur.

Cela étant, voyons maintenant si, parallèlement, le Mercosur a pu avoir un effet notable sur l'approfondissement des relations économiques entre les pays de la région. Pour ce faire, nous reproduisons ici les principaux résultats de notre analyse basée sur le modèle gravitationnel de commerce international.

Modèle gravitationnel et effet Mercosur

Le modèle gravitationnel a régulièrement été utilisé dans le cadre d'analyses *ex post* portant sur l'impact d'un projet d'intégration régionale (Soloaga et Winters 1999; Harrigan 2001; Egger 2002; Carrère 2006). Il est reconnu comme étant l'un des outils d'analyse empirique les plus efficaces en la matière (Anderson 1979; Bergstrand 1985; Feenstra *et al.* 2001; Greenaway et Milner 2002; Anderson et van Wincoop 2003; Westerlund et Wilhelmsson 2006; Marquez-Ramos 2007; Stack 2009). L'intuition derrière ce modèle est que plus deux pays sont rapprochés, plus ils auront tendance à commercer « naturellement ». La taille du marché, dont le rapprochement est généralement établi à partir du PIB, permet d'estimer l'offre et la demande potentielle respective de chaque pays et donc la capacité à importer les produits du pays voisin et à y exporter ses produits. Il devient alors intéressant de mesurer quels devraient être les flux de commerce entre deux pays et quelle part peut être expliquée par d'autres facteurs comme la présence d'une zone de libre-échange.

Nous présentons ici les résultats de l'application du modèle gravitationnel au cas du Mercosur⁶. L'analyse effectuée se divise en trois étapes. Tout d'abord, une régression à partir de la technique des moindres carrés ordinaires (MCO) a été effectuée à partir du modèle gravitationnel sous sa forme log-linéaire. Dans un deuxième temps, à partir de la même technique d'analyse, nous déterminons l'évolution de l'effet Mercosur dans le temps. Enfin, nous analysons l'effet du Mercosur sur différents secteurs industriels.

Le Tableau 2 comprend cinq différents modèles d'analyse à partir de la technique MCO. Le premier modèle représente une application du modèle gravitationnel de base où le flux de commerce entre deux pays est

⁶ La méthodologie est détaillée en annexes II, en ce qui a trait aux données et à leur traitement.

fonction de la distance, du PIB du pays exportateur et du pays importateur et de leur population respective, le tout exprimé sous forme de logarithmes. La deuxième étape comprend un modèle gravitationnel « augmenté », incluant l'ajout d'une série de variables dichotomiques exprimant la présence ou non d'une frontière commune, d'une langue commune, le fait que le pays exportateur soit un pays insulaire ou un État enclavé (sans accès à la mer). Le troisième modèle intègre une variable permettant de mesurer l'impact du Mercosur, du fait que le commerce ait lieu entre pays associés du Mercosur et pays membres du Mercosur, et finalement, entre n'importe quelle paire de pays impliquant la présence d'un accord de libre-échange. Le modèle 4 reprend les caractéristiques du modèle précédent, mais les données sont celles issues de l'ensemble des données du commerce désagrégées au niveau deux (*2-digit level*) de la classification SITC, contrairement aux modèles 1 à 3 et 5 qui utilisent les données du commerce total entre chaque pays pour chaque année donnée. Le modèle 5, plutôt que de mesurer l'effet Mercosur global, implique une interaction entre chaque pays membre du Mercosur et le fait d'être membre du Mercosur pour voir quelle est la force de l'effet Mercosur pour chacun des pays membres. Le traitement des données en différentes phases permet de voir comment évolue chacun des coefficients en fonction de leur interaction avec d'autres variables et quel est le pouvoir explicatif du modèle.

Tout d'abord, si l'on compare avec la littérature existante⁷, on observe que le signe des coefficients et leur mesure suivent les résultats d'analyses semblables. Ensuite, le modèle incluant les données agrégées permet d'expliquer entre 87 % et 89 % des flux de commerce international. Dans le cas des données désagrégées, le secteur d'activité et la conjoncture économique deviennent beaucoup plus importants pour expliquer les flux de commerce, ce qui explique que la valeur du R^2 représente moins de la moitié des résultats des données agrégées.

Ensuite, l'ensemble des coefficients exprimés est hautement significatif (à plus de 99 %), à l'exception de la population du pays importateur. On remarque d'ailleurs que les variables portant sur la population, que ce soit pour le pays exportateur ou le pays importateur n'ont qu'un effet limité sur le commerce. L'effet de la distance sur le commerce varie beaucoup d'un modèle à l'autre. Cet effet se trouve à être réduit quand on introduit des variables qui peuvent avoir un effet similaire à la distance et donc, en capturer une portion de l'effet. C'est le cas notamment lorsqu'on introduit l'effet d'une langue commune, d'une frontière commune ou encore, les variables liées à un accord de libre-échange. Si les pays membres d'un accord de libre-échange ont tendance à être plus rapprochés, l'effet de la distance en soi aura tendance à baisser.

TABEAU 2. DÉTERMINANT DU COMMERCE INTERNATIONAL, TECHNIQUE MCO

Variables	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4	Modèle 5
Nombre d'observations	17 157	17 157	17 157	708 449	17 157
R ²	0,8689	0,8839	0,8936	0,4190	0,8939
R ² ajusté	0,8659	0,8838	0,8935	0,4190	0,8938
Constante	-18,247* (0,000)	-23,316* (0,000)	-24,633* (0,000)	-21,599* (0,000)	-24,619* (0,000)
Log de la distance	-0,981* (0,000)	-0,632* (0,000)	-0,428* (0,000)	-0,862* (0,000)	-0,428* (0,000)
Log du PIB, pays exportateur	0,855* (0,000)	0,992* (0,000)	0,991* (0,000)	0,943* (0,000)	0,989* (0,000)
Log du PIB, pays importateur	0,807* (0,000)	0,910* (0,000)	0,903* (0,000)	0,680* (0,000)	0,903* (0,000)

⁷ Pour des exemples de résultats tirés de la littérature employant le modèle gravitationnel de commerce international, voir le tableau à l'Annexe III.

Log de la population, pays exportateur	0,078* (0,000)	-0,062* (0,000)	-0,075* (0,000)	0,018* (0,000)	-0,072* (0,000)
Log de la population, pays importateur	0,099* (0,000)	-0,020*** (0,032)	-0,030* (0,001)	-0,052* (0,000)	-0,310* (0,001)
Langue commune	-	0,769* (0,000)	0,722* (0,000)	0,481* (0,000)	0,720* (0,000)
Frontière commune	-	1,132* (0,000)	1,012* (0,000)	0,691* (0,000)	1,022* (0,000)
État enclavé	-	0,179* (0,000)	0,107* (0,001)	0,617* (0,000)	0,067** (0,043)
État insulaire	-	-0,206* (0,000)	-0,220* (0,000)	-0,547* (0,000)	-0,220* (0,000)
Mercosur	-	-	1,823* (0,000)	0,983* (0,000)	-
Mercosur associé	-	-	1,213* (0,000)	0,101* (0,000)	1,216* (0,000)
Autres ALÉ	-	-	0,642* (0,000)	0,476* (0,000)	0,640* (0,000)
Interaction Argentine-Mercosur	-	-	-	-	1,476* (0,000)
Interaction Brésil-Mercosur	-	-	-	-	1,589* (0,000)
Interaction Paraguay-Mercosur	-	-	-	-	2,542* (0,000)
Interaction Uruguay-Mercosur	-	-	-	-	1,667* (0,000)

Note : *, **, ***, indiquent que les résultats sont significatifs à $p < 0,001$, $p < 0,01$ et $p < 0,05$ respectivement. Entre parenthèses, la valeur de $p > |t|$. La variable dépendante représente le logarithme de la valeur totale du flux de commerce entre deux pays pour une année donnée.

Modèle 1 : Modèle de base, flux total de commerce entre pays exportateurs et importateurs; **Modèle 2** : Modèle gravitationnel augmenté, flux total de commerce entre pays exportateurs et importateurs; **Modèle 3** : Modèle gravitationnel augmenté, incluant les coefficients liés au Mercosur, Mercosur-Associé, autres ALÉs, flux total de commerce entre pays exportateurs et importateurs; **Modèle 4** : Mêmes caractéristiques que pour le modèle 3, mais les données sont prises à un niveau désagrégé (2-Digit); **Modèle 5** : Modèle gravitationnel augmenté, incluant les coefficients liés au pays Mercosur-Associés et autres ALÉs, ainsi qu'une variable d'interaction entre chaque pays membre et l'appartenance au Mercosur, flux total de commerce entre pays exportateurs et importateurs.

Cela dit, ce qui nous intéresse particulièrement est moins d'expliquer de façon générale les déterminants du commerce international que l'effet du Mercosur sur le commerce entre pays de la région. À cet égard, on peut remarquer qu'avec l'introduction de la variable au modèle 3, le fait que deux pays appartenant au Mercosur commercent entre eux augmente la probabilité de leurs échanges de 182 %. Au modèle 4, nous avons voulu voir si l'utilisation de données désagrégées pouvait avoir un impact sur cette variable. On voit alors que le coefficient de la variable Mercosur diminue de près de moitié, ce qui peut sans doute s'expliquer par l'effet de composition des exportations. Dans les deux modèles (3-4), il faut toutefois souligner que le coefficient le plus élevé appartient au Mercosur. Ce qui ne veut pas dire que le Mercosur explique une plus grande part du commerce, mais plutôt, que le fait d'appartenir au Mercosur augmente davantage la probabilité de commercer avec un autre pays du Mercosur que le fait d'avoir une langue commune par exemple. De son côté, le modèle 5 avait pour but de déterminer l'effet spécifique du Mercosur pour chaque pays membre. Ce que le modèle permet de constater, c'est que, nonobstant les autres facteurs liés au commerce, le Mercosur a un effet plus élevé sur le Paraguay, suivi de l'Uruguay, du Brésil, puis de l'Argentine. En ce qui a trait aux membres associés du Mercosur, le coefficient obtenu entre les modèles 3,4 et 5 est relativement stable, positif et élevé. Par exemple, au modèle 3 cela signifie que le fait d'être membre associé du Mercosur, toute chose étant égale

par ailleurs, entraîne une probabilité de 121 % supérieure de commercer avec d'autres États associés ou membres du Mercosur.

Une fois déterminé l'effet général du Mercosur, il apparaît intéressant de mesurer sa variation dans le temps. À cet égard, le Tableau 3 représente l'équivalent du modèle 3 du tableau précédant, à la différence qu'une variable d'interaction entre la variable Mercosur et le temps a été substituée à la variable Mercosur. La part des observations expliquées par le modèle est similaire à celui des modèles agrégés précédents et l'ensemble des observations est significatif à un niveau de plus de 99 %. Il est intéressant de noter que l'effet du Mercosur part d'un niveau relativement faible en 1991 pour remonter jusqu'à 1997, ensuite chute de 1998 à 2002, pour finalement se redresser de façon importante jusqu'en 2011 – avec un léger repli en 2009.

TABLEAU 3. VARIATION DU COEFFICIENT DU MERCOSUR PAR ANNÉE (1991-2011)

Variables		Résultats	
Nombre d'observations		17 157	
R ²		0,8937	
R ² ajusté		0,8935	
Constante	-24.584* (0,000)	Mercosur-2001	1,816* (0,000)
Mercosur-1991	1,216* (0,000)	Mercosur-2002	1,601* (0,000)
Mercosur-1992	1,331* (0,000)	Mercosur-2003	1,691* (0,000)
Mercosur-1993	1,500* (0,000)	Mercosur-2004	1,824* (0,000)
Mercosur-1994	1,684* (0,000)	Mercosur-2005	1,858* (0,000)
Mercosur-1995	1,824* (0,000)	Mercosur-2006	1,906* (0,000)
Mercosur-1996	1,960* (0,000)	Mercosur-2007	2,015* (0,000)
Mercosur-1997	1,974* (0,000)	Mercosur-2008	2,285* (0,000)
Mercosur-1998	1,950* (0,000)	Mercosur-2009	2,019* (0,000)
Mercosur-1999	1,697* (0,000)	Mercosur-2010	2,179* (0,000)
Mercosur-2000	1,875* (0,000)	Mercosur-2011	2,277* (0,000)

Note : *, **, ***, indiquent que les résultats sont significatifs à $p < 0,001$, $p < 0,01$ et $p < 0,05$ respectivement. Entre parenthèses, la valeur de $p > |t|$. La variable dépendante représente le logarithme de la valeur totale du flux de commerce entre deux pays pour une année donnée. Le modèle utilisé incorpore le modèle gravitationnel augmenté, incluant les variables contrôlant pour le commerce entre pays associés au Mercosur et le commerce entre pays membres d'un autre accord de libre-échange.

La troisième analyse effectuée à partir du modèle gravitationnel porte sur l'effet du Mercosur sur différents secteurs industriels (Tableau 4). Cette analyse s'apparente à celle de Rauch (1999), où les déterminants du commerce varient en fonction du type de produit exporté. Le premier élément à souligner porte sur la part de la variation du commerce expliquée par le modèle. En effet, alors que pour le modèle 4 présenté au Tableau 2, la valeur du R² était de 0,419, dans le tableau suivant, ce chiffre varie entre 0,238 et 0,700. On peut comprendre cette variation par le fait que dans certaines industries, la dynamique interne propre à l'industrie est beaucoup plus déterminante sur le commerce que les variables incluses dans le modèle gravitationnel. Par exemple, dans la classification de Rauch, les céréales seraient considérées comme des produits homogènes

dont le prix est fixé sur les marchés mondiaux et où un des facteurs les plus importants sur le commerce international est l'offre dans les principaux pays exportateurs, qui est elle-même fonction en partie des conditions météorologiques. À l'opposé, les exportations dans le secteur de la machinerie et du matériel de transport sont beaucoup plus affectées par la proximité d'un large marché capable d'importer ces produits.

Dans le cas du Mercosur, on voit que l'effet du marché commun est particulièrement fort dans le cas de la machinerie et du matériel de transport (1,907), du textile et des vêtements (1,725) et du fer et de l'acier (1,539). À l'inverse, l'effet du Mercosur est très faible pour les combustibles et produits miniers (0,043) et relativement faible pour les produits agricoles (0,763) et autres produits manufacturés (0,796). Enfin, l'effet du Mercosur est relativement élevé dans les secteurs des produits chimiques (1,384) et autres produits semi-manufacturés (1,341).

Les résultats qui se dégagent ici sont très intéressants puisqu'ils permettent de distinguer, au-delà de l'effet global du Mercosur sur le commerce entre pays de la région, quel est son impact sur différents secteurs de l'activité industrielle. Au cours de la dernière décennie, avec la flambée des cours des matières premières et des produits agricoles de base comme le soya, certains auteurs ont indiqué un risque de « reprimarisation » ou désindustrialisation des économies de la région (Ocampo 2012; Sanahuja 2012). Par contre, les données présentées au Tableau 4, sans valider ou invalider cette thèse, indiquent que le Mercosur contribue à la vitalité du secteur manufacturier des pays de la région. Ce portrait est d'ailleurs cohérent avec les résultats d'Alvarez (2011) portant sur la structure du commerce des pays du Mercosur en fonction de leur intensité technologique.

L'intégration politique se justifie par la faiblesse de l'intégration économique

Les discours et l'analyse sur l'intégration régionale ont souvent tendance à voir le processus d'intégration comme étant bien en soi. Selon Nye, « Trop souvent il existe une présomption implicite voulant que l'intégration soit une bonne chose en soi ou que davantage d'intégration soit toujours bien pour la paix, la prospérité ou quoi que ce soit d'autre. Toutefois, ce n'est pas nécessairement vrai. » (Traduction libre) (1968, 856). Notre objectif n'était pas de déterminer s'il faut plus d'intégration ou si l'intégration est une chose bonne en elle-même. Il s'agit plutôt à comprendre l'articulation entre économique et politique dans le processus d'intégration régionale du Mercosur. Pour ce faire, nous avons conduit une analyse relativement autonome sur le plan politique et sur le plan économique. Voyons maintenant comme la réponse à cette question nous permet de valider notre hypothèse à l'effet que la force de l'intégration politique se justifie par la faiblesse de l'intégration économique, la première palliant les déficits de la seconde.

TABLEAU 4. VARIATION DU COEFFICIENT DU MERCOSUR PAR SECTEUR INDUSTRIEL (1991-2011)

Variables	Agriculture	Combustibles et produits miniers	Fer et acier	Produits chimiques	Autres produits semi-manufacturés	Machinerie et matériel de transport	Textiles et vêtements	Autres produits manufacturés	Autres
Nombre d'observations	225 014	57 075	12 786	94 486	67 107	103 786	28 459	57 241	29 352
R ²	0,3664	0,3773	0,6244	0,5076	0,5694	0,7007	0,6514	0,5911	0,2385
R ² ajusté	0,3663	0,3771	0,6240	0,5075	0,5693	0,7006	0,6513	0,5910	0,2382
Constante	-12,335* (0,000)	-18,091* (0,000)	-30,250* (0,000)	-26,103* (0,000)	-25,365* (0,000)	-40,020* (0,000)	-25,590* (0,000)	-31,161* (0,000)	-13,002* (0,000)
Log de la distance	-0,811* (0,000)	-0,860* (0,000)	-1,025* (0,000)	-0,859* (0,000)	-1,030* (0,000)	-0,912* (0,000)	-1,261* (0,000)	-1,200* (0,000)	-0,551* (0,000)
Log du PIB, pays exportateur	0,574* (0,000)	0,476* (0,000)	1,191* (0,000)	1,202* (0,000)	1,020* (0,000)	1,714* (0,000)	0,726* (0,000)	1,157* (0,000)	1,173* (0,000)
Log du PIB, pays importateur	0,830* (0,000)	0,939* (0,000)	0,597* (0,000)	0,507* (0,000)	0,742* (0,000)	0,627* (0,000)	0,943* (0,000)	0,788* (0,000)	0,492* (0,000)
Log de la population, pays exportateur	0,021** (0,004)	0,252* (0,000)	0,093* (0,000)	-0,092* (0,000)	0,128* (0,000)	-0,196* (0,000)	0,556* (0,000)	0,274* (0,000)	-0,780* (0,000)
Log de la population, pays importateur	-0,302* (0,000)	-0,154* (0,000)	0,270* (0,000)	0,201* (0,000)	-0,066* (0,000)	0,195* (0,000)	-0,187* (0,000)	-0,141* (0,000)	-0,078** (0,002)
Langue commune	0,330* (0,000)	0,434* (0,000)	0,733* (0,000)	0,766* (0,000)	0,538* (0,000)	0,634* (0,000)	0,579* (0,000)	0,456* (0,000)	0,287* (0,000)
Frontière commune	0,729* (0,000)	0,777* (0,000)	1,028* (0,000)	0,647* (0,000)	0,757* (0,000)	0,693* (0,000)	0,478* (0,000)	0,516* (0,000)	0,757* (0,000)
État enclavé	0,546* (0,000)	0,349* (0,000)	-1,255* (0,000)	0,506* (0,000)	0,530* (0,000)	1,224* (0,000)	-0,373* (0,000)	0,867* (0,000)	1,864* (0,000)
État insulaire	-1,102* (0,000)	-0,701* (0,000)	-0,223* (0,001)	-0,643* (0,000)	-0,565* (0,000)	-0,121* (0,000)	-0,531* (0,000)	-0,921* (0,000)	0,058 (0,324)
Mercosur	0,768* (0,000)	0,043 (0,653)	1,539* (0,000)	1,384* (0,000)	1,341* (0,000)	1,907* (0,000)	1,725* (0,000)	0,796* (0,000)	-0,907* (0,000)
Mercosur associé	0,061 (0,081)	0,340* (0,000)	-0,080 (0,488)	0,468* (0,000)	0,086 (0,101)	-0,308* (0,000)	0,600* (0,000)	0,026 (0,663)	-1,323* (0,000)
Autres ALÉs	0,476* (0,000)	0,308* (0,000)	0,518* (0,000)	0,399* (0,000)	0,542* (0,000)	0,591* (0,000)	0,534* (0,000)	0,599* (0,000)	-0,216** (0,003)

Note : *, **, ***, indiquent que les résultats sont significatifs à $p < 0,001$, $p < 0,01$ et $p < 0,05$ respectivement. Entre parenthèses, la valeur de $p > |t|$. La variable dépendante représente le logarithme de la valeur totale du flux de commerce entre deux pays pour une année donnée et un secteur industriel donné. Le modèle utilisé incorpore le modèle gravitationnel augmenté, incluant les variables contrôlant pour le commerce entre pays associés au Mercosur et le commerce entre pays membres d'un autre accord de libre-échange.

Dans un premier temps, nous reviendrons sur les principales conclusions de notre analyse relativement à la régionalisation économique et politique des pays du Mercosur. Ensuite, nous analyserons comment ces deux axes de l'intégration ont interagi entre eux de 1991 à aujourd'hui. Finalement, nous concluons sur notre appréciation de la justesse de notre hypothèse initiale.

Mercosur et régionalisation, retour sur les faits

Si l'on reprend la nomenclature de Balassa (1961), un marché commun représente une union douanière avec une libre circulation des facteurs de production. Sur cette base, le Mercosur est encore loin de constituer un marché commun, malgré ses prétentions originales, inscrites dans le nom même de l'organisation régionale. Il s'agit pour le moment d'une union douanière imparfaite doublée d'un accord de libre-échange partiel. Malgré tout, nous avons vu que le processus d'intégration est responsable d'avancées importantes quant à la régionalisation économique et politique de ses pays membres.

Sur le plan politique, nous avons vu que la structure asymétrique de la géopolitique de la région se prêtait mal à des institutions fortes et de nature supranationale. Cette dynamique a créé plusieurs problèmes de nature institutionnelle, que ce soit en ce qui a trait à la transposition des normes communautaires dans les juridictions nationales ou encore, par rapport au règlement des différends commerciaux. À ce titre, la diplomatie présidentielle a joué un rôle crucial dans la cohésion interne du bloc. Par contre, elle a aussi permis de contourner les mécanismes établis pour arbitrer les différends. Ce faisant, la diplomatie présidentielle a miné les institutions que les pouvoirs exécutifs de chaque pays avaient établies. En plus, elle a limité l'émergence d'une « demande » relative au processus d'intégration, dans la mesure où il devenait plus facile de faire pression sur un gouvernement national pour obtenir gain de cause que de former des coalitions pour faire pression sur les institutions régionales.

Nonobstant ce portrait négatif, nous avons également souligné les avancées sur le plan de la régionalisation politique du Mercosur, entendu comme son approfondissement par l'accroissement du nombre de disciplines couvertes par l'institution et par le nombre d'acteurs impliqués dans le processus. Le secrétariat du Mercosur est passé de simplement administratif à un soutien technique et analytique. La commission des représentants du Mercosur regroupant des parlementaires des assemblées législatives de chaque pays membre a été transformée en parlement régional et ses représentants devraient prochainement être élus au suffrage universel. Des solutions ont été mises en place pour tenter de corriger les asymétries structurelles, notamment avec la création du FOCEM. Ce type d'initiative a également pour effet de favoriser le développement des infrastructures régionales permettant de rendre plus fluide la circulation des biens et personnes. Enfin, on note un élargissement considérable des disciplines couvertes par le Mercosur au fil du temps, dépassant largement le cadre commercial, pour rejoindre des enjeux touchant à la santé, l'éducation, l'environnement ou la justice. Cet approfondissement du Mercosur a par ailleurs permis de retirer aux exécutifs nationaux le monopole de l'initiative en matière d'intégration régionale, toutes les sphères des bureaucraties nationales étant dorénavant impliquées.

Du côté économique maintenant, le portrait est également mitigé. Dans un premier temps, la dynamique de rapprochement entre l'Argentine et le Brésil à partir du début des années 1980, puis la création du Mercosur en 1991, ont propulsé les exportations intra-régionales. Ces dernières ont été multipliées par quatre entre 1991 et 1997. Durant cet « âge d'or » du Mercosur (Alvarez 2011, 20), la part des exportations régionales par rapport au commerce total est ainsi passée d'un creux de 5,6 % en 1985 à 25 % en 1998. La situation s'est ensuite dégradée entre 1999 et 2002, alors que les dévaluations successives des devises brésilienne et argentine ont plombé le commerce régional et accentué les tensions internes. L'adoption de politiques de change similaires à partir de 2002, avec des taux de change flottant, et un contexte mondial favorable au

courant des années 2000 aura permis de rétablir la situation. La crise financière mondiale de 2008 a créé un léger repli du commerce régional, mais qui a été résorbé depuis.

Du point de vue qualitatif, les échanges commerciaux entre pays du Mercosur auront favorisé des exportations ayant une plus haute teneur technologique que les échanges avec le reste du globe. À cet effet, le Mercosur aura eu un impact particulièrement élevé sur les échanges régionaux de produits manufacturiers. Considérant que les produits primaires accaparent une part importante des exportations des pays du Mercosur, cette situation aura sans doute favorisé la diversification de la base économique des pays de la région. D'ailleurs, le nombre de produits échangés, au-delà de leur volume, aura augmenté de façon importante depuis la création du bloc régional. Enfin, le Mercosur aura réussi à améliorer sa position dans l'attraction de l'IDE à l'échelle mondiale au cours des premières années de son existence. L'IDE étant plus volatile que le commerce, les difficultés économiques de 1999 à 2002 et la montée en force de la Chine au début des années 2000 auront réduit l'importance de la région à cet égard. Depuis 2006, la part du Mercosur dans l'IDE mondial s'est fortement accrue, rejoignant presque le sommet atteint en 1997. Par contre, cette situation est essentiellement due à la bonne performance du Brésil, plutôt qu'à une contribution partagée par les autres membres de la région. D'ailleurs, le Brésil est le pays qui tire le mieux son épingle du jeu parmi les membres de l'ensemble régional. En effet, depuis 2004 le Brésil est le seul pays à afficher un bilan positif quant à la balance commerciale issue de ses échanges avec ses partenaires régionaux. L'Argentine a connu une seule année de surplus commercial depuis 2004, mais affiche généralement un déficit important. Le Paraguay et l'Uruguay pour leur part sont en situation de déficit commercial constant depuis la création du Mercosur en 1991. Même si les exportations de ces pays ont augmenté en termes absolus, les déséquilibres commerciaux entre pays membres tendent à favoriser une situation de repli et le recours à des mécanismes protectionnistes fragilisant la zone de libre-échange et l'union douanière.

Enfin, le modèle gravitationnel nous aura permis d'isoler l'effet Mercosur afin d'aller au-delà des indicateurs traditionnels. Nos résultats indiquent que le Mercosur a un impact important sur le commerce régional. Il s'agit d'ailleurs de la variable dont le coefficient est le plus élevé, impliquant un impact positif plus important que l'effet de partager une langue commune, une frontière commune ou la faible distance entre deux pays. Cet impact s'est d'ailleurs accru au fil du temps, malgré un léger repli entre 1999 et 2002. Ensuite, bien que le Brésil soit généralement considéré comme le grand gagnant de l'intégration régionale, c'est le Paraguay pour qui la variable Mercosur implique le plus grand accroissement du commerce international, suivi de l'Uruguay. Notre analyse aura donc permis de constater une progression sur le plan de l'intégration économique.

La poule ou l'œuf? Intégration économique vs intégration politique

Au fil de notre travail, nous avons pu observer qu'il y avait effectivement un processus de régionalisation entre les pays membres du Mercosur, tant sur le plan politique qu'économique. Ce processus n'est évidemment pas sans failles et nous avons mis en lumière quelques-unes d'entre elles. Cela dit, notre objectif étant de comprendre l'interaction entre les deux types d'intégration, il nous apparaît important d'analyser les deux phénomènes en parallèle.

Dans certains cas, l'institutionnalisation du régionalisme par le biais d'accords internationaux ou la création d'institutions régionales permet d'opérationnaliser *de jure* une intégration existante *de facto*. Le cas de l'ALÉNA étant un des meilleurs exemples à cet égard. Dans ce genre de situation, l'accord ou l'institution a pour objectif de réguler une relation préexistante et provient souvent d'une demande de la part des acteurs régionaux qui acquièrent une plus grande stabilité juridique et une meilleure fluidité commerciale.

Le Mercosur est différent dans la mesure où il existait très peu d'interaction politique ou économique avant la mise sur pied du bloc régional. Il s'agissait alors de favoriser l'intégration en partant du haut vers le bas. Les objectifs visés initialement ont été atteints de cette façon :

Les résultats politiques sont essentiellement national et régional : le projet a favorisé la stabilité de la démocratie domestique et une paix durable entre les membres. Dans une région caractérisée historiquement par l'autoritarisme et les régimes militaires, cet accomplissement en soi justifie les efforts d'intégration. Sur le plan économique, les résultats sont visibles aussi, quoique moins notables : la création du Mercosur a aidé ses membres à cadenciser les réformes domestiques, et contribué à tripler le commerce intra-régional en moins d'une décennie. Internationalement, l'association régionale a donné à ses membres un niveau de visibilité qu'ils n'auraient pas atteint autrement. Une visibilité accrue est politiquement et stratégiquement pertinent en soi, mais cela a également contribué à des investissements étrangers massifs durant les années 1990, une décennie où le capital était abondant. (Traduction libre) (Malamud 2005, 426)

Cependant, malgré un succès relatif à l'aune des objectifs de départ, le manque de synchronisation dans les politiques macroéconomiques, essentiellement en ce qui a trait aux politiques de change, a failli faire imploser le Mercosur. Pour Alvarez, c'est justement cette approche « *top down* », plutôt que « *bottom up* » qui est la source du problème :

La généralisation d'un processus d'intégration devrait être atteint par sa propre conclusion – schéma bas en haut – et non comme le commencement de ce dernier – schéma haut en bas –; le Mercosur n'a pas suivi ce modèle et a fini par découpler le rythme entre l'intégration juridique et l'intégration commerciale. (Traduction libre) (Alvarez 2011, 9)

Un autre problème soulevé par Alvarez (2011, 20) tient au fait que pendant ce qu'il a qualifié d'âge d'or de l'intégration, dans la réalité le Mercosur a avancé sur le plan juridique, mais sans éliminer les barrières non tarifaires.

De son côté, Malamud avance que :

Après avoir complété le calendrier de réductions tarifaires automatiques, toutefois, les crises économiques ont généré des conflits intra régionaux et les dirigeants nationaux ont choisi d'accentuer la rhétorique. L'approfondissement, l'élargissement et l'avancement institutionnel sont devenus des sujets d'obsessions au moment où les différends commerciaux se multipliaient et les barrières temporaires étaient érigées et abolies de façon périodique. L'écart entre ceux qui défendaient le bloc pour des motifs existentiels ou identitaires et ceux qui le percevaient comme un moyen pour arriver à d'autres fins s'est agrandi de plus en plus. (Traduction libre) (Malamud 2008, 132)

Ainsi, au moment où les décisions difficiles devaient commencer à être prises – libéralisation des services, établissement effectif du TEC, etc. – pour approfondir l'intégration économique, plutôt que de faire face à ces problèmes, la vieille tradition du « régionalisme cérémonial », aurait refait surface.

Notre analyse indique que les problèmes du Mercosur sur le plan commercial sont apparus essentiellement à partir de la dévaluation du *real* brésilien de 1999 et se sont poursuivis jusqu'au règlement de la crise économique et sociale argentine en 2002. Cette période peut être vue comme une phase de transition pour le Mercosur entre deux trajectoires. La crise argentine de 2001 a sans doute marqué la fin du consensus néolibéral chez les gouvernements de la région et l'élection de Kirchner et Da Silva en 2002 et 2003 aura marqué le début du tournant « post-libéral » (Motta Veiga et Ríos 2007). Par contre, en termes de politiques publiques, le virage du Mercosur avec un focus passant du commercial au politique s'entame dès 2000 :

L'adoption de l'agenda de relance du Mercosur en juin 2000 a révélé la perception qu'il était important de renverser le déclin à travers une initiative politique afin de créer un nouvel agenda

positif, un agenda qui pourrait aider les pays membres à dépasser leurs conflits et établir de nouvelles règles et disciplines. (Traduction libre)(Motta Veiga 2004, 3)

Motta Veiga suggère ici qu'il y aurait donc un lien de cause à effet entre les problèmes économiques, issus de la dévaluation brésilienne, et l'adoption de nouvelles mesures d'intégration sur le plan politique. Caballero Santos, va dans la même direction lorsqu'il affirme :

En synthèse, reprenant l'analyse de la politique extérieure régionale, nous pourrions affirmer que le déclenchement de la crise entre 1999 et 2002 a constitué une « épreuve par le feu » pour le Mercosur, qui a menacé sa propre survie. Par contre, en même temps, la crise a ouvert une fenêtre d'opportunité pour diriger le processus dans d'autres directions. Ainsi, le résultat n'a pas seulement été la survie, mais une opportunité de revitalisation du processus d'intégration régionale et, en dernier lieu, également une redéfinition de ce dernier, dans la mesure où, sans que les relations économiques ne perdent de leur importance comme source fondamentale du processus d'intégration régionale, les aspects sociopolitiques ont été remis à l'avant plan dans le processus d'intégration. (Traduction libre) (Caballero Santos 2011, 164)

Caballero Santos attribue donc à la période creuse du processus d'intégration entre 1999 et 2002 la source des réformes adoptées entre 2000 et 2003 pour, non seulement sauver l'existence du Mercosur, mais également, lui redonner de l'élan.

Pour conclure sur ce point, Malamud qui apparaît comme un des grands critiques du Mercosur donne crédit à cette thèse :

Malgré que ce type d'effet tache d'huile ait été la conséquence de tentatives pour camoufler les échecs dans des secteurs cruciaux en créant une diversion sur des enjeux de moindre importance, au net, l'effet de ce « *spillover* » aura été d'accroître les échanges transfrontaliers et l'interdépendance. (Traduction libre) (Malamud 2005, 429)

Selon cet auteur, il est d'ailleurs à prévoir que l'effet tache d'huile induit par la relance du Mercosur après la crise de 1999-2002 devrait permettre, à l'avenir, d'établir des communications plus fréquentes et fructueuses entre les élites nationales. Ce qui en retour se traduit par une plus grande demande en faveur du processus d'intégration.

En définitive, tous ces auteurs accréditent notre thèse à l'effet que l'intégration politique pallie les problèmes d'intégration sur le plan économique. D'ailleurs, nombreux sont ceux qui ont dénoncé la tendance du Mercosur à verser dans la rhétorique politique plutôt que de régler les problèmes économiques auxquels la région est confrontée. Cette rhétorique aura quand même donné suite à plusieurs projets politiques intéressants du point de vue de l'intégration régionale. Est-ce que l'arrivée de plein-pied du Venezuela risque de changer la situation ? Nous en doutons. Par contre, l'emphase donnée aux infrastructures frontalières et aux questions énergétiques, et une meilleure coordination des politiques macroéconomiques peuvent permettre au volet économique de l'intégration de continuer de se développer.

Bibliographie

- Alvarez, Mariano. (2011). « Los 20 años del MERCOSUR: una integración a dos velocidades », *Serie Comercio Internacional* 108, Santiago de Chile, CEPAL.
- Anderson, James E. (1979). « A Theoretical Foundation for the Gravity Equation », *The American Economic Review* 69 (1), pp. 106-116.
- Anderson, James E. et Eric van Wincoop. (2003). « Gravity with Gravitas: A Solution to the Border Puzzle », *The American Economic Review* 93 (1), pp. 170-192.

- Bach, Daniel. (2009). « Régionalismes, régionalisation et globalisation », dans Mamoudou Gazibo et Céline Thiriot (dir.), *L'Afrique en Science Politique*. Paris : Karthala. En ligne : <http://www.ascleiden.nl/Pdf/txtdbachfr.pdf> (Consulté le 25 février 2013).
- Baier, Scott L. et Jeffrey H. Bergstrand. (2007). « Do free trade agreements actually increase members' international trade ? », *Journal of International Economics* 71 (1), pp. 72-95.
- Balassa, Bela. (1961). *The Theory of Economic Integration*. Homewood Il. : Richard D. Irwin.
- Baruj, Gustavo, Bernardo Kosacoff et Fernando Porta. (2006). *Políticas nacionales y la profundización del Mercosur. El impacto de las políticas de competitividad*. Santiago de Chile : CEPAL.
- Baumann, Renato et Carlos Mussi. (2006). *Mercosul: Então e Agora*. Brasília : CEPAL.
- Bergstrand, Jeffrey H. (1985). « The Gravity Equation in International Trade: Some Microeconomic Foundations and Empirical Evidence », *The Review of Economics and Statistics* 67 (3), pp. 474-481.
- Bizzozero, Lincoln. (1993). « Un nuevo proceso de integración en América Latina: el Mercado Común del Cono Sur (Mercosur) », *Ibero Americana, Nordic Journal of Latin American Studies* 23 (1-2), pp. 131-145.
- Bizzozero, Lincoln. (2011). « América Latina a inicios de la segunda década del siglo XXI: entre el regionalismo estratégico y la regionalización fragmentada », *Revista Brasileira de Política Internacional* 54 (1), pp.29-43.
- Botelho, João Carlos Amoroso. (2008). « La creación y la evolución de Unasur », *Revista Debates* 2 (2), pp. 299-324.
- Bouzas, Roberto. (2008). « Regional Governance Institutions, Asymmetries, and Deeper Integration in Mercosur », in Blyde, Juan S., Eduardo Fernández-Arias et Paolo Giordano (dir.). (2008). *Deepening Integration in Mercosur – Dealing with Disparities*. Washington: Inter-American Bank of Development, pp. 355-379.
- Burges, Sean W. (2004). « Without Sticks or Carrots: Brazilian Leadership in South America during the Cardoso Era, 1992-2003 », *Bulletin of Latin American Research* 25 (1), pp. 23-42.
- Caballero Santos, Sergio (2011), « Brasil y la región: una potencia emergente y la integración regional sudamericana », *Rev. Bras. Polít. Int.* 54 (2), pp. 158-172.
- Carranza, Mario E. (2003). « Can Mercosur Survive ? Domestic and International Constraints on Mercosur », *Latin American Politics and Society* 45 (2), pp. 67-103.
- Carranza, Mario E. (2004). « Mercosur and the endgame of the FTAA negotiations: challenges and prospects after the Argentine crisis », *Third World Quarterly* 25 (2), pp. 319-337.
- Carrère, Céline. (2006). « Revisiting the effects of regional trade agreements on trade flows with proper specification of the gravity model », *European Economic Review* 50 (2), pp. 223-247.
- Celli, Umberto, Marcus Salles, Diana Tussie et Juliana Peixoto. (2010). *Mercosur in South-South Agreements: in the middle of two models of regionalism*. UNCTAD Virtual Institute, USP – FLACSO Joint Research Project.
- CEPII. (Non daté). *Bases de données & modèles; Distances*. En ligne : <http://www.cepii.fr/francgraph/bdd/distances.htm> (Consulté le 27 juin, 2011).
- Cheng, I-Hui et Howard J. Wall. (2003). *Controlling for Heterogeneity in Gravity Models of Trade and Integration*. St. Louis : Federal Reserve Bank of St. Louis, Working Paper Series.
- Christensen, Steen Fryba. (2007). « South American Regional Integration: Two Moments in Mercosur's Integration Trajectory », *CCIS Research Series*, Working Paper 5.

- Deblock, Christian. (2005). « Régionalisme économique et mondialisation : que nous apprennent les théories ? », *Cahier de recherche* 05-07, CEIM.
- Deblock, Christian et Michèle Rioux. (2010). « NAFTA - A Model Running Out of Breath ? », *CESifo Forum* 11 (4), hiver 2010, pp. 9-16.
- Duhamel, Anne et Sylvain Turcotte. (2001). « Le MERCOSUR : structures institutionnelles et stratégies économiques », *Note de recherche* 3 (9), Groupe de recherche en économie et sécurité, Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques.
- Durán Lima, José E. et Raúl Maldonado. (2005). *América Latina y el Caribe: la integración regional en la hora de las definiciones*. Santiago de Chile : CEPAL.
- Échinard, Yann et Laetitia Guilhot. (2007). « Le 'nouveau régionalisme' : De quoi parlons-nous ? », *Annuaire français de relations internationales* 3. Bruxelles : Bruyant, pp. 775-792.
- Egger, Peter. (2002). « An Econometric View on the Estimation of Gravity Models and the Calculation of Trade Potentials », *World Economy* 25, pp. 297-312.
- Feenstra, Robert C., James R. Markusen et Andrew K. Rose. (2001). « Using the Gravity Equation to Differentiate among Alternative Theories of Trade », *The Canadian Journal of Economics* 34 (2), pp. 430-447.
- Figuière, Catherine et Laetitia Guilhot. (2006). « Caractériser les processus régionaux : les apports d'une approche en termes de coordination », *Mondes en développement* 135 (3), pp. 79-100.
- Ginesta, Jacques. (1999). *El Mercosur y su contexto regional e internacional*. Porto Alegre : Editoria da Universidade Federal do Rio Grande do Sul.
- Gomez Mera, Laura. (2005). « Explaining Mercosur's Survival: Strategic Sources of Argentine-Brazilian Convergence », *Journal of Latin American Studies* 37, pp. 109-140.
- Greenaway, David et Chris Milner. (2002). « Regionalism and Gravity », *Scottish Journal of Political Economy* 49 (5), pp. 574-585.
- Guimarães, Samuel Pinheiro. (2006). *Desafios brasileiros na era dos gigantes*. Rio de Janeiro : Contraponto.
- Harrigan, James. (2001). « Specialization and the Volume of Trade: Do the Data Obey the Laws ? », National Bureau of Economic Research, *Working Paper* 8675.
- Head, Keith. (2003). *Gravity for Beginners*. En ligne : http://www.econ.ubc.ca/nmalhotra/490/Articles/KHead_%20on_%20gravity.pdf (consulté le 25 février 2011).
- Hettne, Björn. (1999). « Globalization and the New Regionalism: The Second Great Transformation », dans Björn Hettne, Andras Sapir et Osvaldo Sunkel (dir.), *Globalism and the New Regionalism*. New York : St. Martin's Press.
- Kaltenthaler, Karl et Frank O. Mora. (2002). « Explaining Latin American Economic Integration: The Case of Mercosur », *Review of International Political Economy* 9 (1), pp. 72-97.
- Kasmi, Jamel. (2010). « Le système de règlement des différends du Mercosur : le rôle du « juge mercosurien » dans le processus d'intégration régionale », dans Stéphane Leclerc (dir.), *Regards croisés sur les intégrations régionales : Europe, Amériques, Afrique*. Bruxelles : Bruyant, pp. 89-130.
- Kindleberger, C.P. (1973). *The World in Depdession*. Londres : Allen Lane et Penguin Press.

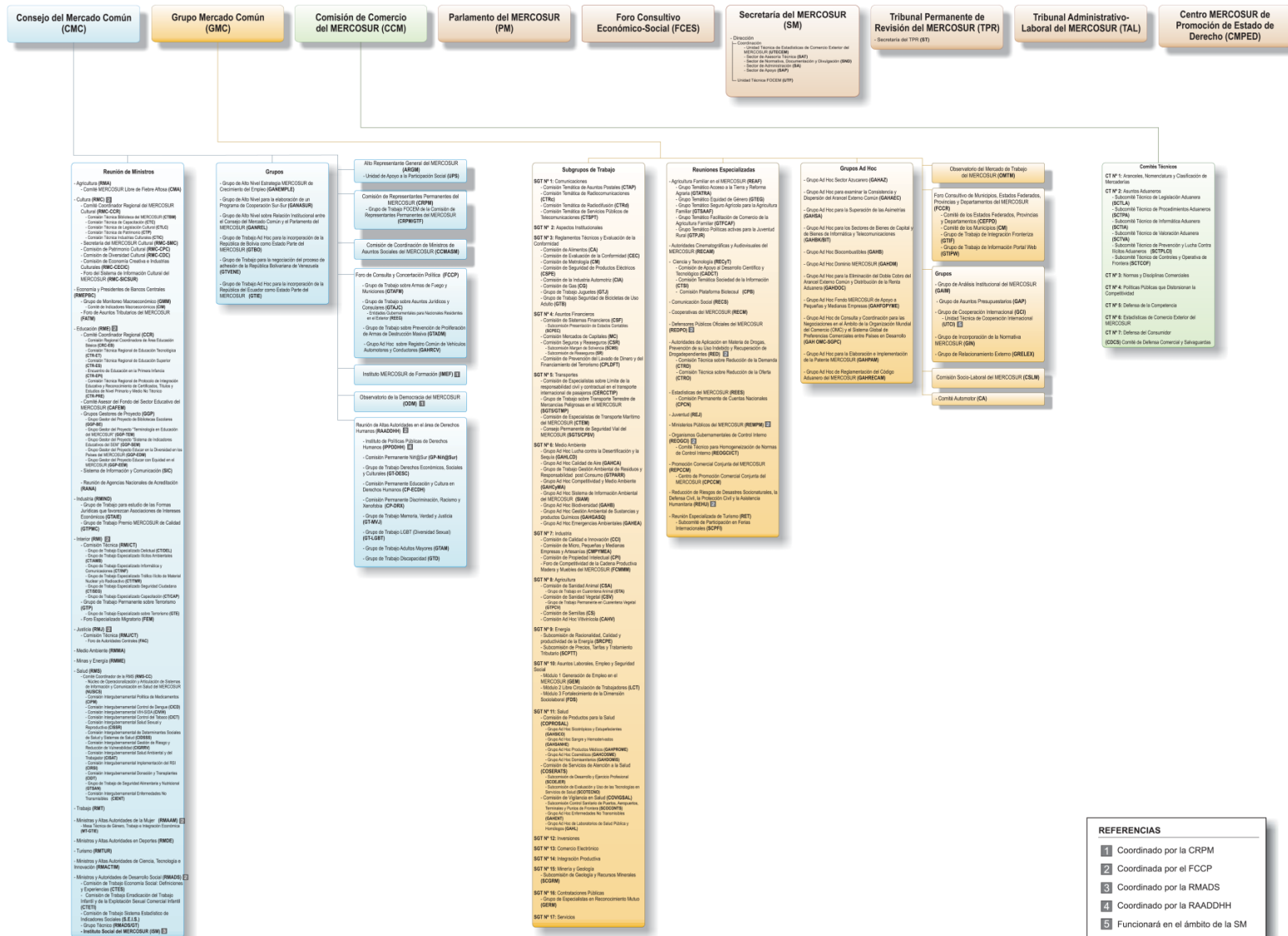
- Klom, Andy. (Mars 2003). « Mercosur and Brazil: A European Perspective », *International Affairs* 79 (2), pp. 351-368.
- Leamer, Edward E. et James Levinsohn. (1994). « International Trade Theory: The Evidence », National Bureau of Economic Research, *Working Paper* 4940.
- Mace, Gordon. (2004). « Quelles institutions pour l'ALÉNA ? », dans D. Brunelle et C. Deblock (dir.), *L'ALÉNA : Le libre-échange en défaut*. Montréal : FIDES, pp. 133-155.
- Machinea, José Luis et Guillermo Rozenwurcel. (2005). *Macroeconomic coordination in Latin America : does it have a future ?* Santiago de Chile : CEPAL.
- Malamud, Andrés. (2005). « Presidential Diplomacy and the Institutional Underpinnings of Mercosur: An Empirical Examination », *Latin American Research Review* 40 (1), pp. 138-164.
- Malamud, Andrés. (2008). « The internal agenda of Mercosur: interdependence, leadership and institutionalization », in Gace Jaramillo (dir.), *Los nuevos enfoques de la integración: más allá del regionalismo*. Quito : FLACSO, pp.115-135.
- Mansfield, Edward D. et Helen V. Milner. (1999). « The New Wave of Regionalism », *International Organization* 53 (3), pp. 589-627.
- Manzetti, Luigi. (1993-1994). « The Political Economy of Mercosur », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs* 35 (4), Hiver, pp. 101-141.
- Márquez-Ramos, Laura. (2007). *New determinants of bilateral trade: an empirical analysis for developed and developing countries*. Jaume I Uniersitat, Thèse dirigée par Inmaculada Martínez Zarzoso et Celestino Suárez Burguet.
- Martinez-Zarzoso, Inmaculada, Felicitas D. Nowak-Lehmann et Nicholas Horsewood. (2009). « Are regional trading arrangements beneficial ? Static and dynamic panel gravity models », *North American Journal of Economics and Finance* 20, pp. 46-65.
- Mayer, Thierry et Soledad Zignago. (2006). *Notes on CEPII's distances measures*. En ligne : http://www.cepii.fr/distance/noticedist_en.pdf (Consulté le 28 novembre 2012).
- Mercosur. (1991). *Tratado para a constituição de um mercado comum entre a República Argentina, a República Federativa do Brasil, a República do Paraguai e a República Oriental do Uruguai* (Traité d'Asunción). Montevideo : Mercosur.
- Mercosur. (1998). *Protocolo de Ushuaia sobre compromiso democrático en el Mercosur, La República de Bolivia y la República de Chile*. Montevideo : Mercosur. En ligne : http://www.mercosur.int/msweb/Normas/Tratado_%20e_%20Protocolos/1998_PROTOCOLO_%20DE_%20USHUAIA-Compromiso_%20democr_%C3%A1tico_port.pdf (Consulté le 6 février 2013).
- Mercosur. (2000). *Declaración presidencial sobre convergencia macroeconómica* (Déclaration de Florianópolis). Montevideo : Mercosur.
- Mercosur. (2002). *Protocolo de Olivos para la solución de controversias en el Mercosur*. Montevideo : Mercosur.
- Mercosur. (2013). *Tratados, Protocolos y Acuerdos*. En ligne : http://www.mercosur.int/t_generic.jsp?contentid=2639&site=1&channel=secretaria&seccion=5 (Consulté le 19 mai 2013).
- Motta Veiga, Pedro da. (2004). *Mercosur's Institutionalization Agenda: The Challenges of a Project in Crisis*. Washington : IDB.

- Motta Veiga, Pedro da et Sandra P. Ríos. (2007). « O regionalismo pós-liberal, na América do Sul: origens, iniciativas e dilemas », *Serie Comercio internacional* 82. Santiago de Chile : CEPAL, División de Comercio Internacional e Integración.
- Nye, Joseph S. (1968). « Comparative Regional Integration: Concept and Measurement », *International Organization* 22 (4), pp. 855-880.
- Ocampo, José Antonio. (2012). « The Development Implications of External Integration in Latin America », *Working Paper* 2012/48, UNU-WIDER.
- Oman, C. (1996). « The Policy Challenges of Globalization and Regionalisation », OECD Development Centre, *Policy Briefs* 11.
- OMC. (2011). *International Trade Statistics 2011*. Genève : Organisation mondiale du commerce. En ligne : http://www.wto.org/english/res_e/statis_e/its2011_e/its2011_e.pdf (Consulté le 30 octobre 2012).
- Pasquariello Mariano, Karina. (2011). « A eleição parlamentar no Mercosul », *Revista Brasileira de Política Internacional* 54 (2), pp. 138-157.
- Pena, Celina et Ricardo Rozemberg. (2005). *Una aproximación al desarrollo institucional del Mercosur: sus fortalezas y debilidades*. Washington : IDB.
- Pereira, Lia Vall. (2006). « Uruguai: Mercosul e o Acordo de Livre-Comércio com os EUA », *Conjuntura Econômica* (Octobre), pp. 40-43.
- Phillips, Nicola. (2001). « Regionalist governance in the new political economy of development: 'relaunching' the Mercosur », *Third World Quarterly* 22 (4), Août, pp. 565-583.
- Phillips, Nicola. (2003). « The rise and fall of open regionalism ? Comparative reflections on regional governance in the Southern Cone of Latin America », *Third World Quarterly* 24 (2), pp. 217-234.
- Pöyhönen, P. (1963). « A Tentative Model for the Volume of Trade between Countries », *Weltwirtschaftliches Archiv* 90 (1), pp. 93-100.
- Rauch, James E. (1999). « Network versus markets in international trade », *Journal of International Economics* 48, pp. 7-35.
- Robertson, Raymond et Antoni Estevadeordal. (2009). « Gravity, Bilateral Agreements, and Trade Diversion in the Americas », *Cuadernos de Economía* 46, pp. 3-31.
- Sanahuja, José Antonio. (2012). « Post-liberal Regionalism in South America: The Case of UNASUR », *EUI Working Paper RSCAS* 2012/05.
- Soloaga, Isidro et Alan L. Winters. (1999). « How Has Regionalism in the 1990s Affected Trade ? », The World Bank, *Policy Research Working Paper* 2156.
- Stack, Marie M. (2009). « Regional Integration and Trade: Controlling for Varying Degrees of Heterogeneity in the Gravity Model », *The World Economy* 32 (5), pp. 772-789.
- Telesur. (2012). « Venezuela ingresa formalmente como miembro pleno al Mercosur », 31 juillet 2012. En ligne : <http://www.telesurtv.net/articulos/2012/07/31/venezuela-ingreso-como-miembro-pleno-al-mercosur-3948.html>
- Tenier, Jacques. (2010). « Panorama comparatif des dynamiques d'intégration », dans Catherine Flaesch-Kouglin et Joël Lebullenger (dir.), *Regards croisés sur les intégrations régionales : Europe, Amériques, Afrique*. Bruxelles : Bruylant.
- Tinbergen, Jan. (1962). *Shaping the World Economy: Suggestions for an International Economic Policy*. New York : The Twentieth Century Fund.

- Treisman, Daniel. (2004). « Stabilization Tactics in Latin America: Menem, Cardoso, and the Politics of Low Inflation », *Comparative Politics* 36 (4), Juillet, pp. 399-419.
- Tussie, Diana. (2009). « Latin America: contrasting motivations for regional projects », *Review of International Studies* 35, pp. 169-188.
- Väyrynen, Raimo. (2003). « Regionalism: Old and New », *International Studies Review* 5 (1), pp. 25-51.
- Westerlund, Joakim et Fredrik Wilhelmsson. (2006). *Estimating the gravity model without gravity using panel data*. En ligne : http://folk.uio.no/rnymoen/Estimating_%20the_%20gravity_%20model.pdf (Consulté le 25 février 2013).

Annexe I – Structure institutionnelle du Mercosur

Estructura Institucional del MERCOSUR



REFERENCIAS

1. Coordinado por la CRPM
2. Coordinado por el FCCP
3. Coordinado por la RMADS
4. Coordinado por la RAADDDH
5. Funcionará en el ámbito de la SM

Fuente: Secretaría del MERCOSUR Nov/2012

Annexe II – Modèle gravitationnel : méthodologie

Définition des variables

Sous sa forme la plus commune (voir notamment : Tinbergen 1962; Pöyhönen 1963; Bergstrand 1985), la spécification du modèle gravitationnel peut se lire comme suit :

$$1) \quad PX_{ij} = \beta_0 (Y_i)^{\beta_1} (Y_j)^{\beta_2} (D_{ij})^{\beta_3} (A_{ij})^{\beta_4} u_{ij}$$

Où PX_{ij} représente la valeur monétaire des exportations d'un pays i au pays j , Y_i (Y_j) représente la valeur du PIB du pays i (j), D_{ij} représente la distance entre le centre économique de i à j , A_{ij} représente tout autre facteur influençant positivement ou négativement le commerce entre i et j , et u_{ij} représente le terme d'erreurs normalement distribuées. Sous sa forme logarithmique linéaire, l'équation peut également être représentée comme suit :

$$2) \quad \ln(PX_{ij}) = \alpha_{ij} + \beta_1 \ln(Y_i) + \beta_2 \ln(Y_j) - \beta_3 \ln(D_{ij}) + \beta_4 \ln(A_{ij}) + \ln(u_{ij})$$

De façon générale, l'utilisation de logarithmes pour les variables continues comme la valeur du PIB et la distance permet d'employer une forme linéaire de l'équation.

Enfin, dépendant des auteurs et des applications, le modèle gravitationnel a pris des formes variées. Cependant, selon Bergstrand, « *A bilateral trade flow equation must include exporter and importer incomes as exogenous variable to be a gravity model, by definition* »⁸ (Bergstrand 1985, 475). Il arrive ainsi que la distance ne soit pas intégrée au modèle ou que d'autres variables tels les coûts de transport soient utilisés à la place, mais la taille économique des pays fait systématiquement partie du modèle.

La distance entre les pays

Comme le soulevaient Leamer et Levinsohn (1994), l'effet de la distance sur le commerce est l'une des relations empiriques les plus claires et robustes en économie. La distance est le plus souvent mesurée de façon bilatérale entre les capitales de deux pays ou entre deux métropoles pouvant approximer l'idée de centre de gravité économique d'un pays. À partir des coordonnées géographiques, il est alors possible de mesurer la distance à partir de la formule du 'grand cercle' (Mayer et Zignago 2006). Ainsi, Head (2003, 5) donne la formule suivante pour être en mesure de déterminer la distance en milles entre deux points géographiques à partir de latitudes et longitudes données :

⁸ « Par définition, une équation concernant le flux de commerce bilatéral doit inclure les revenus de l'exportateur et de l'importateur comme variable exogène afin d'être considérée comme un modèle gravitationnel. » (Traduction libre)

3)

$$3) D_{ij} = 3962,6 \arccos([\sin(Y_i) \times \sin(Y_j)] + [\cos(Y_i) \times \cos(Y_j) \times \cos(X_i - X_j)])^9$$

Où 3962.6 constitue le rayon moyen de la Terre en milles, X représente la longitude en degrés multipliée par 57,3 pour convertir la mesure en radians et où Y représente la latitude multipliée par -57,3. Par exemple, le CEPII fournit des données géographiques permettant d'obtenir les latitudes et longitudes ou, plus directement, la distance bilatérale entre la plupart des capitales et métropoles du monde⁹. Cette méthode a par contre été critiquée (voir notamment : Cheng et Wall, 2003) étant donné que, contrairement aux petits pays où l'essentiel de l'activité économique est localisé dans la capitale, dans le cas de grands pays avec plusieurs pôles économiques séparés par des milliers de kilomètres, comme le Canada, les États-Unis ou la Russie, il devient difficile d'effectuer une approximation efficace de la distance moyenne séparant deux pays. À défaut de mesure parfaite et dans le but de pouvoir comparer nos résultats avec d'autres travaux ayant pris la distance géographique entre deux métropoles et/ou capitales¹⁰, nous procédons de la même façon ici.

La « masse » des pays

Comme il en a été question plus tôt et comme l'énonçait Bergstrand (1985), la variable clef du modèle gravitationnel est la masse de chaque pays, pour reprendre la formulation newtonienne. La taille d'un pays donné peut se mesurer de différentes façons : par son PIB, sa population, son PIB par habitant, la superficie du territoire ou un mixte de ces différentes variables. De notre côté, nous entendons procéder de la même façon que la plupart des études basées sur le modèle gravitationnel en utilisant d'une part le PIB et d'autre part, la population comme données de base. Dans les deux cas, nous nous référerons aux données de la CNUCED, comme dans le cas des indicateurs économiques mentionnés précédemment.

Variables de contrôle

Plusieurs variables de contrôle sont généralement intégrées dans un modèle gravitationnel « augmenté ». En ce qui a trait au commerce, les variables les plus régulièrement utilisées pour expliquer les échanges ont trait à la présence d'une langue commune, d'une frontière commune, à l'insularité ou l'absence d'un accès à la mer (*landlocked*). Ces informations ont donc été ajoutées à notre base de données.

Les données et leur traitement

Bien qu'il ait été question plus tôt des fondements théoriques et de la méthodologie à employer dans l'utilisation du modèle gravitationnel, il importe d'y aller davantage en détail pour identifier la forme retenue du modèle gravitationnel, les données utilisées et le traitement effectué pour arriver à nos résultats.

⁹ CEPII. (Non daté). *Bases de données & modèles; Distances*. En ligne : <http://www.cepii.fr/francgraph/bdd/distances.htm> (Consulté le 27 juin, 2011).

¹⁰ La capitale représente souvent le centre économique du pays. Par exemple, dans le cas du Mercosur, les capitales de l'Argentine, du Paraguay et de l'Uruguay sont également leur métropole, ce qui n'est pas le cas pour le Brésil où Sao Paulo, où se concentre près de 40 % de l'activité économique du pays et situé plus près d'autres grandes métropoles, apparaît comme un centre économique plus juste que Brasília, située au centre géographique du pays.

Pour répondre aux besoins de la présente analyse, la base de données utilisée a été construite de A à Z à partir des données sur le commerce international de la base UN Comtrade des Nations Unies. Il s'agit d'une base de données complète qui permet d'obtenir les données sur le commerce pour l'ensemble des économies du globe, incluant des petits pays autrement mis de côté par d'autres organismes comme l'OCDE. Il est donc possible d'accéder à données enregistrées à partir de plusieurs types de classification harmonisée pour des pays du sud, incluant des pays de petite taille comme le Paraguay ou l'Uruguay.

La plupart des études reposant sur le modèle gravitationnel de commerce international utilisent les flux totaux de commerce pour l'ensemble des pays du globe sur des périodes assez courtes ou, comme il en a été question plus tôt, portant sur des coupes transversales offrant un portrait à un moment précis dans le temps. Dans le cas actuel, il est question, d'une part, d'observer l'évolution du commerce entre pays du Mercosur sur une période permettant de comparer les périodes *ex ante* et *ex post* de la création du bloc régional. Nous avons donc obtenu les données allant de 1982 à 2011, soit 10 ans avant la création du Mercosur et 20 ans après. D'autre part, nous souhaitons être en mesure d'analyser l'effet du Mercosur sur le commerce entre les pays membres pour l'ensemble des grands secteurs industriels. L'OMC (2011, 188-191) offre une classification en trois grandes catégories, produits primaires, produits manufacturiers et autres produits. Ceux-ci sont divisés en dix grandes sous-catégories :

- Produits agricoles;
- Combustibles et produits des industries extractives;
- Fer et acier;
- Produits chimiques;
- Autres produits semi-manufacturés;
- Machines et matériel de transport;
- Textiles;
- Vêtements;
- Autres articles manufacturés;
- Autres produits

Chaque secteur peut également être désagrégé davantage, mais pour les besoins de l'analyse, nous avons fait le choix de nous limiter à ces grands secteurs. Par ailleurs, en ce qui a trait aux secteurs du textile et du vêtement, ils ont été agrégés aux fins de l'analyse. La nomenclature de l'OMC se basant sur la classification SITC¹¹. Il a donc été nécessaire d'obtenir des données désagrégées au niveau de la classification SITC à deux chiffres. Le numéro de révision de la classification SITC utilisé pour créer cette base de données varie selon les pays et oscille entre la révision 1 et la révision 2¹².

¹¹ Standard International Trade Classification ou Classification type pour le commerce international (CTCI) en français.

¹² Les systèmes de classifications de ce type sont mis à jour périodiquement pour tenir compte de l'évolution technologique et de la complexification de la chaîne de valeur. La dernière révision SITC soit la révision 4, a été adoptée en 2006. Bien qu'en pratique, l'utilisation simultanée de différentes révisions d'un même système de classification puisse paraître problématique, les modifications d'une version à l'autre sont mineures et ont une incidence à des niveaux de désagrégation supérieurs. Le choix qui a été fait a donc été

Bien que le niveau de désagrégation des données ne soit pas très élevé, le fait d'obtenir des données désagrégées en plus d'avoir à couvrir une période de 30 ans a posé certains défis techniques¹³. Nous avons donc choisi de sélectionner un certain nombre de pays à inclure dans le modèle plutôt que de les inclure tous. D'autant plus que sur une période de 30 ans, plusieurs pays ont éclaté. Le choix qui a été fait vise à couvrir une part significative du commerce mondial¹⁴, ainsi que les principaux partenaires commerciaux des pays du Mercosur. En somme, 25 pays ont été retenus couvrant l'ensemble de l'Amérique du Sud, l'Amérique du Nord, les principaux pays d'Europe de l'Ouest¹⁵, ainsi que les deux principales économies asiatiques.

TABLEAU 5. PAYS RETENUS DANS LE MODÈLE

Allemagne	Canada	Espagne	Japon	Portugal
Argentine	Chili	France	Mexique	Suriname
Belgique	Chine	Grande-Bretagne	Paraguay	Uruguay
Bolivie	Colombie	Guyane	Pays-Bas	États-Unis
Brésil	Équateur	Italie	Pérou	Venezuela

Une fois les données sur le commerce obtenues, un ensemble de variables ont été créées pour correspondre aux variables énumérées plus tôt. Tout d'abord, en ce qui a trait à la population et au PIB, les données sont issues de la CNUCED. En ce qui concerne le PIB, il s'agit du PIB à prix constant et taux de change constant, au niveau de 2005 et en dollars américains.

Pour ce qui est de la distance, les coordonnées géographiques ont été fournies par le CEPII et la mesure des distances entre deux points a été calculée à partir de la formule des grands cercles détaillée plus tôt. Autant que possible, les métropoles des pays ont été retenues plutôt que les capitales lorsque les deux ne concordaient pas. L'idée étant de rapprocher autant que possible les villes utilisées pour mesurer les distances du centre de gravité économique de chaque pays. Les données fournies par le CEPII comprenaient généralement un choix entre une et deux villes par pays.

Ensuite, trois variables supplémentaires ont été créées pour identifier l'appartenance d'un pays à un accord régional. Dans le premier cas, il s'agit de savoir si une observation est le fruit d'une transaction entre deux pays membres du Mercosur. Dans le deuxième cas, il s'agit d'identifier les membres associés du Mercosur. Ceux-ci bénéficient d'un libre-échange pour la plupart des produits, sans avoir à intégrer l'ensemble des normes du Mercosur, incluant le tarif extérieur commun. La troisième variable est une variable générique permettant d'identifier l'appartenance à tout autre accord commercial. Bien que chaque accord comporte des règles différentes et ait une portée plus ou

de s'assurer d'obtenir des données pour un maximum d'années couvertes par l'étude pour un maximum de pays au détriment de la consistance stricte dans la révision du système de classification. Ce choix devrait permettre d'être plus inclusif dans notre analyse tout en minimisant les biais induits par les changements dans la classification.

¹³ La base de données ainsi obtenue couvre 1 375 138 entrées, ce qui alourdit passablement leur traitement.

¹⁴ Selon les calculs de l'auteur, les exportations totales des pays sélectionnés représentaient 57 % du commerce mondial en 1982 et 63 % en 2011. Cela dit, UN Comtrade ne dispose pas des données pour certains pays pour l'une ou l'autre de ces années, notamment pour l'Allemagne en 1982 ou l'Uruguay en 2011.

¹⁵ Il aurait été intéressant d'utiliser l'Union Européenne (UE) directement, mais comme l'UE a beaucoup changé en 30 ans, il est apparu préférable de sélectionner les pays pertinents.

moins étendue en termes d'impact sur le commerce entre pays signataires, aucune distinction n'a été apportée entre un accord régional de libre-échange comme l'ALÉNA, une union économique et monétaire comme l'Union Européenne et un accord bilatéral de libre-échange comme celui entre le Canada et le Chili. L'idée étant de capturer un effet « libre-échange » distinct de celui du Mercosur pour mieux isoler ce dernier.

Finalement, quatre variables dichotomiques de contrôles, détaillées plus tôt, ont été créées pour correspondre aux spécifications généralement établies dans l'utilisation du modèle gravitationnel. Il s'agit de la présence ou non d'une frontière commune, d'une langue commune et le fait d'être isolé par insularité ou par manque absence d'accès à la mer.

Annexe III – Exemples de résultats obtenus à partir du modèle gravitationnel

TABLEAU 6. EXEMPLES DE RÉSULTATS OBTENUS À PARTIR DE L'UTILISATION DU MODÈLE GRAVITATIONNEL DE COMMERCE INTERNATIONAL

Auteur	Distance	PIB (exportateur)	PIB (importateur)	Population (exportateur)	Population (importateur)	État insulaire	État enclavé	Langue commune	Frontière commune	Mercosur	ALÉ	Méthode d'estimation
Bergstrand et Baier (2007)	-1,03	0,95	0,94	-	-	-	-	0,63	0,41	-	0,13	Données de panel, MCO
Bergstrand (1985)	-0,72	0,84	0,69	-	-	-	-	-	0,74	-	-	Données de coupe, MCO (1976)
Carrère (2006)	-0,98	1,08	1,14	-	-0,67	-	-0,13	-	1,09	Mercosur(intra) -0,90 Mercosur(importations) -1,09 Mercosur(exports) -0,18	-	Données de panel, estimateur Hausman-Taylor
Carrère (2006)	-1,04	0,80	1,00	-	-0,08	-	-0,12	1,48	0,85	Mercosur(intra) -0,52 Mercosur(importations) 0,01 Mercosur(exports) 0,14	-	Données de coupe, MCO (moyenne)
Cheng et Wall (2003)	-1,01	0,74	0,56	0,05	0,18	-	-	-	-0,17	-	0,365	Données de coupe agrégées, MCO
Feenstra, Markusen et Rose (2001)												
Produits différenciés	-1,10	1,12	0,72	-	-	-	-	30,69	0,00	-	-	1,73
Produits avec prix de référence	-1,15	0,91	0,74	-	-	-	-	0,55	-0,01	-	-	1,38
Produits homogènes	-0,89	0,54	0,81	-	-	-	-	0,61	0,26	-	-	1,06
Marquez-Ramos (2007)	-0,98	0,15	0,14	0,71	0,53	-0,40	-1,08	0,67	0,44	-	2,52	Données de coupe, MCO (1999)
Martinez-Zarzo et al. (2009)	-1,09	1,11	0,87	-0,36	-0,02	-0,13	-	1,12	-0,08	-	-	Données de panel, MCO
Robertson et Esteveordal (2009)	-1,05	0,94	0,80	-	-	0,04	-0,66	0,18	0,73	-	-	Données de panel, MCO
Soloaga et Winters (1999)	-1,01	1,29	1,08	0,25	0,13	0,09	-	-	-0,05	Mercosur commerce intra-bloc 2,55 Mercosur importations totales -1,31 Mercosur exportations totales 0,08	-	Données de coupe, MCO (moyenne)
Stack (2009)	-0,83	0,76	0,80	-	-	-	-	0,18	0,48	-	-	Données de panel, OLS

Note : Les résultats présentés ici sont des exemples tirés de chaque article en référence, la plupart des articles contenant des variations du modèle présenté et donc des résultats différents pour les mêmes variables.

Direction

Mathieu Arès, professeur adjoint, Université de Sherbrooke

Hugo Loiseau, professeur agrégé, Université de Sherbrooke

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : oda@uqam.ca

Site web : www.ameriques.uqam.ca



Rédaction

Laurant Viau : Détenteur d'un baccalauréat en Économie et politique de l'Université de Montréal et récipiendaire de la bourse Joseph A. Bombardier du CRSH, Laurant Viau a complété une maîtrise recherche au département de science politique de l'UQAM. Longtemps actif comme chercheur pour le mouvement étudiant québécois au sein de la FECQ (Fédération étudiante collégiale du Québec) et de la FEUQ (Fédération étudiante universitaire du Québec), ses travaux portent présentement sur l'intégration économique régionale. Son mémoire vise à dresser un portrait économique et politique du Marché commun de l'Amérique du Sud (Mercosur).

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).